

- 6-15** Le sous-traitant qui sous-traite à son tour est tenu de délivrer à son sous-traitant la garantie de paiement visée à l'article 6-21. Selon le CCAG-Travaux de 2009, le sous-traitant direct ou indirect qui sous-traite doit adresser à son entrepreneur principal, soit la copie de la caution qu'il délivre à son propre sous-traitant, soit l'acte de délégation de paiement, aux fins de transmission au maître de l'ouvrage.
- 6-2 Le marché principal est conclu avec un maître de l'ouvrage autre que l'Etat, les collectivités territoriales, les établissements ou entreprises publics (Titre III de la loi de 1975) :**
- 6-21** Conformément à l'article 14 de la loi du 31 décembre 1975, l'entrepreneur principal fournit au sous-traitant la garantie de paiement prévue à cet article pour toutes les sommes dues au sous-traitant au titre de son contrat et de ses avenants éventuels. Celle-ci prend obligatoirement la forme d'une caution d'un organisme financier, ou d'une délégation du maître de l'ouvrage s'engageant à payer le montant des prestations exécutées par le sous-traitant.
- 6-22** Les conditions particulières précisent :
- les modalités de règlement (acomptes mensuels, solde, éventuellement avances, délais de paiement, etc.) ;
 - les modalités particulières de règlement des prestations que l'entrepreneur principal reconnaît être à sa charge personnelle.
- Sauf dispositions contraires figurant aux conditions particulières, le délai de paiement des sommes dues est fixé au 30^{ème} jour suivant chaque demande de paiement.
- Les conditions particulières peuvent fixer un délai de paiement supérieur à 30 jours sans dépasser 45 jours fin de mois ou 60 jours à compter de l'émission de chaque facture.
- Dans le cas où les sommes dues au sous-traitant sont réglées après la date de règlement figurant sur la demande de paiement, des intérêts de retard sont exigibles le jour suivant cette date jusqu'à la date de paiement effectif. Les intérêts de retard de paiement sont calculés, sans qu'un rappel soit nécessaire, au taux prévu par les dispositions législatives en vigueur.
- 6-23** Le sous-traitant s'engage à fournir dans les délais prévus aux conditions particulières tous les documents permettant le règlement des travaux qu'il a exécutés.
- 6-24** L'entrepreneur principal s'engage à revêtir de son acceptation, dans les 15 jours de leur réception, les pièces que doit produire le sous-traitant à l'appui de sa demande de paiement.
- En cas de rejet ou de modification des pièces ci-dessus, l'entrepreneur principal est tenu d'en faire connaître les motifs au sous-traitant. Copie de la demande de paiement corrigée sera alors adressée au sous-traitant.
- 6-3** Le versement direct par l'établissement de crédit prévu à l'article 1799-1 alinéa 2 du code civil est applicable au sous-traitant qui remplit les conditions édictées à l'article 12 de la loi de 1975.

Article 7 DÉLAIS ET CALENDRIERS D'EXÉCUTION

- 7-1** La période de préparation d'une part, le délai d'exécution global ou les délais d'exécution partiels d'autre part, les phases, dates et durée d'intervention qui peuvent se situer à l'intérieur de ce ou ces délais en troisième lieu, sont définis ou modifiés dans les conditions du présent article.
- 7-2 Période de préparation**
- 7-21** La période de préparation, si elle est prévue aux conditions particulières, a pour objet de permettre dans la mesure nécessaire au démarrage des travaux, notamment :
- l'exécution d'études,
 - l'établissement d'un calendrier prévisionnel des travaux,
 - les approvisionnements, installations et mises en place des matériels,
 - la définition des mesures, installations et dispositifs de protection d'hygiène et de sécurité sur le chantier.
- 7-22** Le point de départ et la durée de la période de préparation sont fixés par les conditions particulières.
- 7-23** Sauf stipulations contraires aux conditions particulières le délai d'exécution comprend la période de préparation. La durée de celle-ci doit être précisée aux conditions particulières.
- 7-3 Calendriers d'exécution**
- 7-31** Les travaux faisant l'objet du présent contrat doivent être exécutés dans le ou les délais fixés aux conditions particulières ou par avenant.

Le calendrier prévisionnel des travaux établi par l'entrepreneur principal en accord avec le sous-traitant pendant la période de préparation, ou à défaut de celle-ci en temps utile, fixe, en conformité avec les délais prévus